



Royaume du Maroc
Conseil National des Droits de l'Homme

Département Information et Communication

المجلس الوطني لحقوق الإنسان في الصحافة الوطنية

LE CNDH DANS LA PRESSE NATIONALE

15 Mars 2011
15 مارس 2011

Dispersion violente d'un sit-in à Casablanca

La difficile gestion du droit de manifester pacifiquement

Sit-in pacifique dispersé dans la violence, marche non autorisée ou intention d'organiser un sit-in ouvert investi par « des criminels » : les versions divergent fortement sur les événements du 13 mars à Casablanca. Les images ont en tout cas fait le tour du monde et l'opinion publique d'ici et d'ailleurs en retiendra en tout cas que « des dizaines de personnes ont été blessées, dont certaines grièvement, dans la répression par la police d'une manifestation pour les réformes ».

Tout a commencé dimanche 13 mars en fin de matinée lorsqu'une centaine de jeunes -200 à 300 selon certaines sources- ont tenté d'organiser un sit-in sur la place dite des « colombes ». Une tradition désormais inaugurée par ceux et celles du mouvement du 20 février. Les premiers incidents commencent. Les forces de l'ordre dispersent les manifestants. Des courses-poursuites s'engagent dans les ruelles attenantes au centre-ville. Des arrestations suivent très vite.

Les jeunes du mouvement du 20 février tentent d'organiser un 2^{ème} sit-in, non loin de là. Il connaîtra le même sort. En désespoir de cause, les manifestants, toujours au centre-ville, se dirigent alors vers la rue d'Agadir où se trouve le siège du Parti socialiste unifié. « Nous étions réunis en conseil national. Les jeunes observaient un sit-in devant les locaux du parti et la foule n'arrêtait pas de grossir. Ils étaient à mon avis plus de 1000 manifestants à réclamer la libération de leurs camarades arrêtés un peu plus tôt. MM. Bensaid Aït Idder et Moujahid avaient entamé les négocia-

tions entre les forces de l'ordre et ceux du mouvement du 20 février. C'est alors que la baston a commencé. Les forces de l'ordre pénètrent jusque dans le hall du siège du PSU où des manifestants avaient trouvé refuge. Des dirigeants du PSU n'ont pas d'ailleurs échappé à la répression. MM. Bouaziz et Sassi pour ne citer qu'eux ont d'ailleurs été blessés et même embarqués dans une estafette de la police », témoigne le militant PSU, présent sur les lieux, Mostafa Miftah.

Quelques heures plus tard, dans les principaux journaux télévisés des deux chaînes de télévision, le préfet de police de Casablanca monte au filet et rend compte du fil des événements, version sécuritaire. Les manifestants, soutient-il, avaient l'intention de faire une marche qui n'a pas été autorisée. « Ils avaient des instructions pour provoquer les services de sécurité.

Ils se sont dispersés en petits groupes dans l'objectif de terroriser les citoyens et de semer la zizanie parmi les commerçants et les habitants » dira en substance le préfet de police face aux caméras de 2M et d'Al Oula avant d'affirmer que « les rangs des manifestants ont commencé à être renforcés par quelques criminels, la preuve étant les slogans qu'ils scandaient et dans lesquels ils ont exprimé leur intention d'entamer un sit-in ouvert ». Les forces de l'ordre seraient alors intervenues pour disperser les manifestants d'autant que deux groupes, toujours selon la version de la police, « échangeaient coups et injures ».

NARJIS RERHAYE

Suite page 3

La difficile gestion du droit de manifester pacifiquement

Suite de la première page

Une version que démentent ceux et celles du PSU qui ont suivi en direct ce qui s'est passé ce dimanche 13 mars devant et à l'intérieur du siège de leur parti. Leur réaction ne s'est d'ailleurs pas fait attendre. Dans la matinée du lundi 14 mars, le Parti socialiste unifié annonçait sa décision d'observer un sit-in ouvert de son conseil national aux côtés des jeunes du mouvement du 20 février jusqu'à la libération des manifestants arrêtés le dimanche 13 mars. Dans la foulée, cette formation politique rendait publique une liste préliminaire des personnes arrêtées ce dimanche.

Le CNDH et le droit de manifester librement

Comment expliquer la réaction des autorités sécuritaires ? Et comment justifier la répression des manifestants ? La question n'en finit pas de se poser d'autant que cet épisode de violence intervient quelques jours seulement après que le Souverain a

annoncé un changement global et une réforme profonde de la Constitution de 1996. Le Monarque avait, entre autres annonces, insisté sur le renforcement des libertés publiques et individuelles. « On a l'impression que ceux en charge de la sécurité n'ont pas écouté ou n'ont pas compris le discours du Roi. Il y a comme un message qui a été envoyé dimanche. Oui au débat à la télévision, dans les salons, dans les colloques mais pas question que la rue intervienne. Ce n'est pas la première fois que l'Etat donne un message et son contraire », commente Mostafa Miftah.

Du côté de la police, c'est la présence remarquée, dimanche à Casablanca, et les actes de provocation d'activistes d'Al Adl wal Ihssane, le mouvement de Cheikh Yassine, qui sont relevés. Dans les vidéos postées du « you tube », on peut en effet voir de nombreuses femmes vêtues de tchador et le visage couvert d'une étoffe épaisse prises à partie par les forces de sécurité. Le mouvement

interdit Al Adl wal Ihssane a-t-il phagocyté le mouvement d'une jeunesse éprise de démocratie et de valeurs universelles ? « Depuis le début des manifestations, les jeunes d'Al Adl wal Ihssane ont rejoint le mouvement du 20 février. Les slogans scandés n'ont pas changé d'un iota. Alors pourquoi s'en inquiéter maintenant ? », s'interroge avec force un militant du PSU.

Les interrogations sont nombreuses et les réponses pour le moins contradictoires. En tout cas, la gestion du droit de manifester pacifiquement et d'exprimer librement ses opinions dans le respect du pluralisme et de la diversité devra être sérieusement examinée aussi bien par le Conseil national des droits de l'Homme nouvellement installé que par la Commission consultative en charge de la révision de la Constitution.

En attendant, les jeunes du mouvement du 20 février ont appelé à des marches nationales pour la liberté, la démocratie et la dignité le 20 mars.

NARJIS RERHAYE

Du 13 au 19 03 11



Driss El Yazami, président du Conseil national des droits de l'homme.

HASSAN OUAZANI POUR J.A.

DROITS DE L'HOMME

Rabat à l'heure de Tunis et du Caire

Créée à l'initiative du roi Mohammed VI, l'institution qui succède au CCDH disposera d'une plus grande marge de manœuvre et agira en toute indépendance.

La décision n'est nullement improvisée. Elle a sans doute été minutieusement préparée et apparaît aujourd'hui comme un prélude à la profonde réforme constitutionnelle annoncée le 9 mars. Alors que les révolutions en série qui secouent le monde arabe mettent les droits de l'homme à l'honneur jusqu'à en faire la principale raison de renverser les tyrannies, le roi Mohammed VI a pris une initiative spectaculaire en la matière. Il a créé, le 3 mars, le Conseil national des droits de l'homme (CNDH) et l'a doté de structures lui garantissant indépendance et efficacité. La nouvelle institution succède au Conseil consultatif des droits de l'homme (CCDH), fondé par Hassan II en 1990.

Le CCDH, qui réunissait les différentes sensibilités politiques, avait permis les nombreuses mesures de libéralisation qui ont favorisé l'avènement, en 1998, du « gouvernement d'alternance » dirigé par le socialiste Abderrahmane Youssoufi. Il était en outre chargé de poursuivre l'application des décisions et des recommandations de l'Instance Équité et Réconciliation (IER), présidée par Driss Benzekri (décédé en 2007) et qui a diligenté le règlement des viola-

tions des droits de l'homme depuis l'indépendance.

La mission et les prérogatives du nouveau Conseil sont longuement précisées dans le *dahir* (« décret royal ») publié au *Journal officiel*. Son champ d'action est très large : il est « chargé de connaître toutes les questions relatives à la défense et à la protection des droits de l'homme et des libertés ». Il dispose des structures régionales qui vont lui permettre de surveiller les cas d'infraction sur l'ensemble du territoire. Il procède aux enquêtes et investigations chaque fois qu'il possède des « informations confirmées et fiables ». Il examine tous les cas « soit de sa propre initiative, soit sur plainte des parties concernées ».

Agissant comme instance de veille et d'alerte, il peut également « intervenir par anticipation ».

Le mode de désignation du Conseil est une garantie supplémentaire d'indépendance. Outre son président, son secrétaire général et le responsable chargé de la promotion de la communication entre le citoyen et l'administration, tous trois désignés par le roi,

le CNDH compte 30 membres, dont 8 sont proposés par le Palais, 11 par les ONG et 8 par les présidents des deux Chambres du Parlement.

Mais c'est peut-être le choix de son président qui illustre le mieux l'importance du rôle qu'est appelé à jouer le Conseil dans un domaine resté sensible malgré les progrès accomplis. Driss El-Yazami, 59 ans, est un vétéran de la lutte pour les droits de l'homme. Exilé en France pendant trente ans, il a suivi des études de commerce et de journalisme et a milité dans les milieux de l'émigration, produisant une vaste œuvre qui se décline en revues, livres, films, expositions... Secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), il avait déjà été appelé par le roi pour animer le Conseil de la communauté marocaine à l'étranger (CCME), fonction qu'il devra cumuler pour le moment avec ses nouvelles responsabilités.

L'INTUITION DE HASSAN II

Le secrétaire général, Mohamed Sebbar, est du même acabit. Ancien dirigeant de Forum Vérité et Justice, il appartient à cette race de militants qui, du temps de Hassan II, ont fait leurs classes politiques dans l'adversité et donnent, sous Mohammed VI, toute la mesure de leur talent.

À l'heure des révolutions arabes, un hebdomadaire réputé iconoclaste a consacré sa une au roi avec ce titre : « La Révolution avec lui ». Si un tel objectif paraît sans doute saugrenu à l'extérieur, il n'a rien pour surprendre au Maroc, où l'on doit considérer que la création du CNDH apparaît comme une première contribution à sa réalisation. Voilà quinze ans, en 1996, Hassan II disait ceci :

Instance de veille et d'alerte, le CNDH peut aussi « intervenir par anticipation ».

« Il viendra un jour où l'instabilité politique du Maghreb créera des révoltes populaires. J'ai réformé ma Constitution pour avoir la stabilité populaire, politique, économique et sociale. Je mène ma barque pour que le prince héritier puisse la diriger facilement contre vents et marées. Mes sujets resteront toujours attachés à la monarchie. » Étonnant, non ? ■

HAMID BARRADA

الدولة أمام امتحان تصفية ملفات الاعتقال السياسي

■ الرباط: حنان بكور ■

بدأت عائلات المعتقلين السياسيين في قضية بليرج حذرة للغاية في التعامل مع المعطيات التي تفيد بقرب إعلان حل سياسي لملف ذويهم. وقالت عفاف المرواني، زوجة محمد المرواني، إن «العائلات لم تعد تصدق كل ما يقال». مضيئة، في اتصال مع «أخبار اليوم»: «لقد صدمنا أكثر من مرة، حيث كان يعلن أن الملف ستم تسويته، لكن دون جدوى.. لن أصدق كل ما يقال حتى أرى زوجي أمامي». ونفت زوجة المرواني أن يكون «المعتقلون السياسيون تلقوا أي اتصال من أي جهة في الموضوع»، مضيئة: «لم يتصل بالمعتقلين أي أحد إلى حد الآن، كما لم نلتق أي اتصال رسمي من أية جهة بصفتنا عائلاتهم.. نحن نلتقط الإشارات ولا شيء رسمي إلى حد الآن». وفي السياق ذاته، قالت زوجة ماء العينين العبادلة إن «المعتقلين يتابعون كل ما يقال، دون أن يتلقوا أية إشارة رسمية في الموضوع». وأضافت، في تصريح لـ«أخبار اليوم»: «نحن نتابع الآن خطوات هامة في إطار ديمقراطية البلاد وإجراء إصلاحات سياسية كبيرة». وفي سياق ذي صلة، يعكف «منتدى الكرامة» على إعداد مبادرة في موضوع الاعتقال السياسي، وهي المبادرة التي سيتم الإعلان عنها قريبا.

● التفاصيل ص 4

ملف بليرج وشيوخ السلفية ومجموعة التامك والخيارية، أبرز الملفات المطروحة

الدولة أمام امتحان تصفية ملفات الاعتقال السياسي

عن أن الملف ستم تسويته، لكن دون جدوى». وزادت: «لن أصدق كل ما يقال حتى أرى زوجي أمامي».

ونفت زوجة المرواني أن يكون «المعتقلون السياسيون تلقوا أي اتصال من أي جهة في الموضوع»، مضيفة: «لم يتصل بالمعتقلين أي أحد إلى حد الآن، كما لم نتلق أي اتصال رسمي من أية جهة بصفتنا عائلاتهم». وأردفت: «نحن نلتقط الإشارات ولا شيء رسمي إلى حد الآن». وفي السياق ذاته، قالت زوجة ماء العينين العبادلة إن «المعتقلين يتابعون كل ما يقال، دون أن يتلقوا أية إشارة رسمية في الموضوع». وأضافت، في تصريح لـ«أخبار اليوم»: «نحن نتابع الآن خطوات هامة في إطار ديمقراطية البلاد وإجراء إصلاحات سياسية كبيرة»، لكن النوايا يجب أن تراقبها خطوات عملية، فازواجنا اعتقلوا في عهد هيئة

نادر بليرج، الذي دافع عنه الصبار في الاستئنافية.

فيد المعطيات المتوفرة بأن «المجلس الوطني للإنسان بصدد وضع اللمسات الأخيرة تسوية مرضية لهذا الملف». ولم تستبعد من المصادر أن «يتم الإفراج عن عدد من في القضية، بينهم السياسيون».

نوقب المتابعون للملف بشغف كبير الإعلان سوية، التي أصبحت «شبه مؤكدة»، مع محمد الصبار إشارات في هذا الاتجاه.

نك، بدت عائلات المعتقلين السياسيين لغاية في التعامل مع المعطيات الجديدة

في هذه القضية. وقالت عفاف المرواني، زوجة محمد المرواني، إن «العائلات لم تعد تصدق كل ما يقال»، مضيفة في اتصال مع «أخبار اليوم»: «لقد صدمتنا أكثر من مرة، حيث كان يعلن

حل للملف مع تعيين محمد الصبار أمينا عاما للمجلس الوطني لحقوق الإنسان، خاصة أن هذا الأخير كان أحد أبرز عناصر دفاع المعتقلين السياسيين السنة، إلى جانب المتابع الرئيسي

المعتقلين السياسيين يناهز 130 شخصا، دون احتساب معتقلي السلفية الجهادية الذين يصعب ضبط عددهم.

وفي سياق ذي صلة، يعكف منتدى الكرامة على إعداد مبادرة في موضوع الاعتقال السياسي، وهي المبادرة التي سيتم الإعلان عنها قريبا. وقال مصطفى الرميد، رئيس المنتدى، إن ملف الاعتقال السياسي في المغرب له ثلاثة عناوين كبرى، الأول يتعلق بالمعتقلين السياسيين في قضية بليرج، والثاني بشيوخ السلفية الجهادية، فيما الثالث يهم ملفات ملتبسة في قضايا الإرهاب تتراوح بين البراءة والإدانة، مضيفا أن «بعض المعتقلين قاموا بمراجعات وعلى الدولة أن تفتح معهم حوارا للتأكد من حقيقة نواياهم، وبالتالي إيجاد حل نهائي لهذا الملف».

المغرب، والنشطاء الصحراويون، بمن فيهم مجموعة التامك، وشيوخ السلفية الجهادية، إلى جانب المعتقلين في قضايا إرهابية، والذين لم تثبت في حقهم جرائم إرهابية». وتدعو الجمعية، في هذا الصدد، إما «إلى الإفراج عنهم أو إعادة محاكمتهم محاكمة عادلة». ومن الملفات المطروحة أيضا، تقول الرياضي، ملف «المعتقلين في الاحتجاجات الاجتماعية، ضمنهم المعتقلون في أحداث 20 فبراير».

وتفيد المعطيات المتوفرة بأن عدد المعتقلين السياسيين تزايد بشكل مضطرب بعد أحداث 16 ماي 2003، حيث «توالى حملات الاعتقال والاختفاء التي شملت مواطنين ومواطنات، بعضهم أطلق سراحه فيما حوكم آخرون في ظروف غير عادية». وحسب تقرير الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، الصادر سنة 2009، فإن عدد

الإنصاف والمصالحة، وبالتالي لا بد من إشارات قوية وجريئة من أجل إعطاء المصادقية للحراك الموجود الآن... فنحن محتاجون إلى صمام الأمان للتأكد من صحة النوايا».

وإلى جانب قضية المعتقلين في ملف بليرج، عاد موضوع الاعتقال السياسي إلى واجهة الأحداث مباشرة بعد الخطاب الملكي المعلن عن الإصلاحات السياسية والدستورية. وبدأت المنظمات الحقوقية تتحرك من أجل المطالبة بتسوية ملف المعتقلين السياسيين، كخطوة أولى في طريق الإصلاح.

والملفات المطروحة الآن، برأي خديجة الرياضي، رئيسة الجمعية المغربية لحقوق الإنسان، كثيرة بينها ملفات «السياسيين الخمسة في قضية بليرج، والمعتقل السياسي شبكيب الخيارية، وأعضاء الاتحاد الوطني لطلبة

دورة تكوينية في «التشبيك والشراكة» لفائدة فاعلين جمعويين

نظم المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير يومي 03 و 04 دجنبر 2010 بمقره دورة تكوينية حول موضوع "التشبيك و الشراكة" لفائدة فاعلين جمعويين محليين. وتندرج هذه الدورة التكوينية، الثالثة من نوعها، في إطار مشروع "توثيق المنهجيات الجديدة في مجال حقوق الإنسان والأصوات المناهية بالتنمية المحلية بالمغرب" في شقه الخاص بـ"تقوية قدرات الجمعيات"، وهو مشروع ينفذ من طرف مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث (كوثر) في ثلاث دول عربية، ويشرف على تنفيذه بالمغرب المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير.

وترمي هذه الدورة، التي سيستفيد منها 15 مشارك من أطر الجمعيات الحاملة للمشاريع وكذا أطر الجمعيات المشاركة في طلب المنحة لمشاريعها، إلى تمكين المشاركين من الاطلاع على تقنيات التشبيك واكتساب آليات وطرق عملية لإنشاء وتدبير الشبكات وربط آليات التشبيك بخصوصيات الوسط التي يتم تنفيذها فيه. وضم برنامج التكوين جملة من المحاور أبرزها تقديم تعريف ومفهوم التشبيك، الوقوف عند بعض تجارب التشبيك بالمنطقة، أنماط التشبيك، إكراهات ومزايا التشبيك، الإطار المؤسساتي، تدبير الشبكات وتحديد الأدوار والمهام، التفاعل مع الشركاء والفاعلين ووضع إستراتيجية الشبكة.

وأشرف على الدورة المؤطر السيد سعيد طبل، جمعوي ومكون في مجالات الترافع، التشبيك، تدبير النزاعات، التواصل، الوساطة الاجتماعية والهجرة.

وللإشارة فقد سبق أن تم، في إطار محور تقوية قدرات الجمعيات، تنظيم دورتين تكوينيتين حول "التخطيط الاستراتيجي" (يوليوز 2010) و"المقاربة الحقوقية في المجال التنموي" (شتنبر 2010).

انطلاق مشروع «دعم تنظيم العاملات في القطاعات غير المهيكلة» بمنطقة سوس ماسة

نظمت جمعية «نساء الجنوب» بشراكة مع المكتب الإداري الجهوي للمجلس الاستشاري لحقوق الإنسان بأكادير وبدعم من مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث (كوثر)، ورش انطلاق مشروع توثيق المنهجيات الجديدة في مجال حقوق الإنسان والأصوات المنادية بالتنمية المحلية حول «دعم تنظيم العاملات في القطاعات غير المهيكلة» وذلك يوم الخميس 04 نونبر 2010.

وعرف هذا اللقاء حضور ممثلين عن القطاعات الوزارية الإجتماعية، وخلايا الاستماع (التابعة لوزارة العدل، الأمن، الدرك الملكي)، ومندوبية التخطيط، والجمعيات الحقوقية والنقابات، وجامعة ابن زهر أكادير شعبة علم الاجتماع، وكلية الحقوق، وكلية الاقتصاد إضافة إلى الجماعات المحلية بمنطقة سوس ماسة.